

que esperaba algunos documentos que se estaban buscando en el Archivo General de la Nación, á fin de reforzar ciertos puntos de los que se tocan en mis alegatos.

Hasta hoy no ha sido posible encontrar tales documentos; mas como juzgo las razones que entonces expresé bastantes por sí solas para fundar la soberanía de la República Mexicana en la mencionada isla, no me propongo insistir en mi argumentación cuando lleguen á encontrarse los documentos que se buscan, sino esperar á que el Gobierno francés tenga á bien contestar lo que ya he alegado, para reconsiderar el asunto en vista de las razones que se sirviere exponer. si es que no cree justificada la actitud que en este caso asume el Gobierno de México.

Me es grato reiterar á usted las protestas de mi atenta consideración.—I. MARISCAL.—(Rúbrica).—Sr. Conde Peretti de la Rocca, Encargado de Negocios ad interim de la República Francesa.—Presente.

---

DOCUMENTO NUM. 22.

Legation de France.

Mexico, le 10 Octobre 1906.

Monsieur le Ministre.

Je n'avais pas manqué de communiquer á mon Gouvernement les conclusions de la lettre que Votre Excellence avait bien voulu m'adresser, le 3 Aout dernier au sujet de l'île de Clipperton.

M. León Bourgeois me prie de marquer á Votre Excellence que les documents dont l'envoi était annoncé par votre lettre du 30 Septembre 1898 n'ayant pas été produits, il ne lui paraît pas possible de considérer comme close la discussion restée en suspens depuis cette époque.

Dans ces conditions, le Gouvernement de la République française serait disposé, en vue d'arriver á un règlement définitif de cette affaire, á envisager dès maintenant, l'éventualité d'un arbitrage et á soumettre la question á un tribunal arbitral composé de deux jurisconsultes désignés par les Parties et d'un tiers arbitre.

Je serais reconnaissant á Votre Excellence de vouloir bien me faire part de l'accueil qu'Elle croira devoir réserver á cette proposition.

Veillez agréer Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute consideration.—P. DE LA ROCCA.—(Rúbrica).—Son Excellence Monsieur I. Mariscal, Ministre des Relations Extérieures.—Mexico.

---

TRADUCCION.

Legación de Francia.

México, 10 de Octubre 1906.

Señor Ministro:

Con la debida oportunidad puse en conocimiento de mi Gobierno las conclusiones de la nota que, con referencia á la isla Clipperton, tuvo á bien Vuestra Excelencia dirigirme el 3 de Agosto último.

Mr. León Bourgeois me recomienda que haga notar á Vuestra Excelencia que, atendiendo tan sólo al hecho de no haber sido presentado los documentos anunciados en vuestra nota de 30 de Septiembre de 1898, le parece imposible que deba darse por cerrada la discusión suspensa desde esa fecha.

Hallándose el asunto en tal estado, el Gobierno Francés estará dispuesto, á fin de llegar á un arreglo definitivo, á tomar desde luego en consideración, la eventualidad de un arbitraje,

sometiendo la cuestión á un tribunal arbitral, compuesto de dos jurisconsultos designados por ambas Partes y un tercero para decidir.

Estaré muy reconocido á Vuestra Excelencia, si á bien tuviese comunicarme su parecer respecto de la enunciada proposición.

Aceptad, Señor Ministro, las seguridades de mi más alta consideración.—P. DE LA ROCCA.—A Su Excelencia el Sr. I. Mariscal, Ministro de Relaciones Exteriores.

---

DOCUMENTO NUM. 23.

Secretaría de Relaciones Exteriores.

México, Noviembre de 1906.

Señor Encargado de Negocios:

Oportunamente recibí la nota de usted fecha 10 de Octubre último, en la cual se sirve usted decirme, por instrucciones de su Excelencia el Sr. Bourgeois, que no habiendo presentado los documentos que yo anuncié en mi nota del 30 de Septiembre de 1898, no parece posible considerar como cerrada la discusión suspensa desde esa época. En consecuencia, el Gobierno de la República Francesa estará dispuesto á tomar en consideración desde ahora la eventualidad de un arbitraje, cuya forma para este caso se indica en la nota de usted.

Desde luego y después de consultar los antecedentes del negocio, me es grato manifestar que, llegada la oportunidad, no habrá inconveniente, de parte del Gobierno Mexicano, en sujetar la cuestión á un tribunal arbitral, nombrado en la forma y con los requisitos que entonces se pactaren. Mas como ya tuve

oportunidad de manifestarle á usted en mi nota del 3 de agosto último, este Gobierno prescinde, por ahora, de enviar los documentos anunciados en mi citada nota del 30 de Septiembre de 1898 y, lejos de creer que la discusión deba tenerse por cerrada, espera que el Gobierno francés se sirva contestar lo que ya se ha alegado por nuestra parte. En vista de las razones que expusiere, si no juzga fundada la actitud de México, reconsideraremos el asunto y lo someteremos en su caso á un arbitraje.

Aprovecho la ocasión para reiterar á usted las protestas de mi distinguida consideración.—I. MARISCAL.—(Rúbrica).—Sr. E. de Peretti de la Rocca.

---

DOCUMENTO NUM. 24.

MEMORIA RELATIVA Á LA NOTA DIRIGIDA POR EL SR. MARISCAL  
AL ENCARGADO DE  
NEGOCIOS DE FRANCIA EL 30 DE SEPTIEMBRE DE 1898.

Todos los escritores de derecho internacional, sin excepción, pudiendo citarse desde Wattel hasta Merignac, están de acuerdo en que debe ser real y efectiva la toma de posesión de un territorio cualquiera para dar derecho de dominio al ocupante, no bastando en ningún caso la simple voluntad de ocuparlo.

H. BONFILS.—DROIT INTERNATIONAL PUBLIC.

Párrafo 539.—C.—A partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, sous l'influence combinée des doctrines des publicistes et des conflits soulevés par la pratique antérieure, commence une troisième période caractérisée par une nouvelle thèse juridique. L'occupation implique et exige, pour constituer un mode d'acquisition, une prise de possession effective. Cette thèse, adoptée par pres-

que tous les publicistes depuis Bynkershoek, Wattel et G. F. de Martens, est accueillie par le Droit international positif, depuis la conférence tenue à Berlin du 15 novembre 1884 au 26 février 1885.

Les règles admises par cette conférence, relatives à l'occupation, sont inscrites dans les articles 34 et 35 de l'acte final.—L'occupation doit être réelle et effective.—Elle doit être notifiée aux autres puissance.—Pour l'établissement d'un protectorat, la notification seule est suffisante. (Pag. 306).

Párrafo 542.—Le Droit International public actuel exige trois éléments et une condition de forme pour que l'occupation puisse être un mode d'acquisition du domaine international:—1° un territoire susceptible d'être l'objet d'une souveraineté et et non actuellement approprié; 2° l'*animus domini* ou l'intention bien arrêtée chez l'occupant de se considérer et de se comporter comme souverain; 3° une prise de possession, *apprehensive*; 4° la notification de la prise de possession, condition de forme. (Pág. 307).

Párrafo 551.—III.—Une prise de possession réelle et effective est le troisième élément de l'occupation, considérée comme mode d'acquisition du domaine international.—Cet élément sera réalisé, quand l'Etat occupant aura institué une administration locale suffisante, pour assurer l'exercice régulier de son autorité. Le mode d'organisation de cette administration locale pourra indéfiniment varier selon les lieux et les circonstances. L'autorité de l'occupant pourra être déléguée à des fonctionnaires indigènes, placés sous sa surveillance et sous sa direction. Il faut, mais il suffit que la puissance, l'*imperium* de l'Etat occupant se fasse sentir et s'exerce, médiatement ou immédiatement, sur le territoire occupé.

P. PRADIER-FODÉRÉ.—DROIT INTERNATIONAL PUBLIC.  
(TOMO 2).

Párrafo 789.—Plusieurs conditions sont requises pour qu'il y ait lieu à acquisition par occupation. Il faut: 1° que la prise de possession ait lieu sans porter atteinte au droit d'autrui; 2° que

les biens occupés soient susceptibles d'être exclusivement possédés par un peuple; 3° que ces biens, quoique susceptibles d'être exclusivement possédés, n'aient pas de maître, qu'ils soient "*res nullius*," ou qu'ils le soient redevenus; 4° que la prise de possession de ces biens sans maître ait eu lieu avec la volonté bien arrêtée de se les approprier d'une manière permanente, personne ne pouvant acquérir à son insu et involontairement; 5° que la volonté d'appropriation soit accompagnée ou suivie d'une prise de possession effective, constatée par des mesures propres à établir une permanente domination. En d'autres termes, "pour que l'occupation soit légitime, la chose, dit Klüber, doit être susceptible de propriété exclusive, elle ne doit appartenir à personne, l'Etat doit avoir l'intention d'en acquérir la propriété, et en prendre possession c'est-à-dire la mettre entièrement à sa disposition et dans son pouvoir physique. (Pag 343.)

Párrafo 790.—Les publicistes sont unanimes, en effet, pour exiger que l'occupation ait lieu effectivement, que le fait de la prise de possession ait concouru avec la volonté manifeste de s'en approprier l'objet. Ce n'est donc qu'à la condition d'avoir réellement occupé le premier, qu'en acquérant un droit exclusif sur la chose on impose à tout tiers l'obligation de s'en abstenir. Il en résulte que l'occupation d'une partie inhabitée et sans maître du globe ne peut s'étendre que sur les territoires dont la prise de possession effective, dans l'intention de s'attribuer la propriété, est certaine. (Pág. 344).

Párrafo 791.—Mais comment cette prise de possession se conservera-t-elle? G. F. de Martens, d'accord avec Wattel, pense que le simple fait d'avoir été, le premier à découvrir ou à visiter une île, etc., abandonnée ensuite, semble insuffisant tant qu'on n'a point laissé de traces permanentes de possession et de volonté; "et ce n'est pas sans raison, dit-il, qu'on a souvent disputé entre les nations, comme entre les philosophes, si des croix, des poteaux, des inscriptions, etc., suffisent pour acquérir ou pour conserver la propriété exclusive d'un pays qu'on ne cultive pas."

"Le droit des gens, dit Wattel, ne reconnaîtra. . . la propriété et la souveraineté d'une nation que sur les pays vides

qu'elle aura occupés réellement et de fait, dans lesquels elle aura formé un établissement, ou dont elle tirera un usage actuel. En effet, lorsque des navigateurs ont rencontré des pays déserts dans lesquels ceux des autres nations avaient dressé en passant quelque monument pour marquer leur prise de possession, ils ne se sont pas plus mis en peine de cette vaine cérémonie que de la disposition des papes qui partagerent une grande partie du monde entre les couronnes de Castille et de Portugal" Klüber toutefois, avec Bynkershoek, soutient qu'on peut faire servir comme preuves d'une pareille prise de possession, ainsi que de la continuation de la possession à titre de propriétaire, tous les signes extérieurs qui marquent la occupation et la possession continue. Le droit de propriété pourrait donc continuer à exister sans que l'Etat conservât la possession corporelle. Il suffirait qu'il existât un signe indiquant que la chose n'est ni *res nullius*, ni délaissée, et en pareil cas personne ne saurait s'approprier la chose sans ravir de fait à celui qui l'a possédée jusqu'alors en propriété le produit de son action légitime. Heffter semble hésiter de se prononcer entre les deux doctrines: "De simples déclarations verbales, dit-il, des signes incertains d'une appropriation projetée, lorsqu'ils sont contredits par les faits et qu'ils rendent l'intention douteuse, ne pourront pas être regardés comme un titre valable, bien que la pratique des nations se soit quelquefois prévaluée de mesures semblables."

443. — TRAITÉ DE DROIT INTERNATIONAL PAR A. MERIGNAC (1907).

La prise de possession doit consister dans des faits matériels ne souffrant aucune équivoque; on écartera donc notamment celle qui serait purement symbolique, *oculis et affectu*. Du reste, il n'est plus question de celle-ci dans la période contemporaine; le *corpus* est nécessaire et il consiste dans la présence et la détention matérielle des agents de l'Etat en territoire occupé.

Nous pensons même, contrairement à la doctrine de certains publicistes, que la déclaration faite par un Etat qu'il entend

occuper un territoire avant toute prise de possession par un tiers, est inopérante tant qu'elle n'est pas suivie d'une prise de possession effective. L'opinion que nous combattons, qui était acceptée par Barbeyrac au XVIII<sup>e</sup> siècle, a cet inconvénient grave que l'Etat peut retarder la prise de possession indéfiniment en se fiant à sa déclaration, ce qui blesserait le droit d'autrui. En tout cas, la notification ne produirait d'effet que vis-à-vis des Etats auxquels elle aurait été adressée, ce qui lui enlèverait la plus grande partie de son efficacité. Aussi, en pratique, n'a-t-on guère recours à ce procédé peu justifiable, comme nous venons de le dire, au point de vue théorique.

L'occupant affirme l'élément matériel de sa prise de possession le *corpus*, par un signe tangible de nature à prévenir tous les intéressés et à éviter des conflits. Le plus souvent, ce signe consiste dans le déploiement du drapeau national salué par le canon et l'établissement de forts ou de postes préposés à la garde et à la protection du pavillon arboré. Au nom de la France, M. de Brazza, le 3 octobre 1880, sur les territoires concédés par le roi Makoko, le capitaine de vaisseau Richard, le 23 août 1892, sur les îles Glorieuses et le capitaine de frégate Lieutard, le 2 janvier 1893, sur les îles Kerguelen, hissèrent le drapeau tricolore. Également en juin, juillet et août 1884, le docteur Nachtigal déploya le drapeau allemand, en signe de prise de possession, sur la côte occidentale de l'Afrique. Le même cérémonial a été usité dans les prises de possession des autres peuples; c'est celui qui indique le mieux les intentions de l'occupant."

Conforme à los principios adoptados en 26 de febrero de 1885, por el Congreso de Berlín, reunido con motivo de la exposición que la Francia y otras Potencias europeas, hicieron al Tratado de 26 de febrero de 1884, celebrado entre la Gran Bretaña y Portugal, y á las declaraciones hechas por el Instituto de Derecho Internacional, sobre la ocupación de territorios en la sesión de Lausanne, en 17 de septiembre de 1888, Monsieur Merignac expone la siguiente doctrina sobre la ocupación de territorios:

Deuxieme partie.— Pag. 424.—“Article Premier.— Conditions de l'occupation internationale.— Ces conditions son tau nombre de trois: 1° une possession effective; 2° la notification de la prise de possession; 3° l'organisation et la mise en valeur des territoires occupés.”

En el caso de la isla Clipperton, la Francia no ha alegado más derecho que el que pudiera darle la manifestación que á gran distancia de esa isla, hizo un capitán de barco mercante francés, consignada en una acta, manifestación de que ocupaba la isla en nombre de su soberano Napoleón III. Ni la notificación que hizo en Honolulu, en la relación que hacen geógrafos franceses de que esa isla pertenece á la Francia, son ni pueden ser títulos de dominio, pues debieron ocurrir como resultado de una verdadera ocupación, que no llegó á existir.

En cambio México, suponiendo que no tuviera derechos anteriores, al arrojar de allí á los Americanos que sin ningún título estaban explotando el guano, y al ocupar realmente la isla con una pequeña guarnición que desde entonces se halla en ese islote, arrendándolo en seguida para la misma explotación á una compañía inglesa, y estableciendo un faro que desde ha tiempo tiene allí instalado, tomó posesión real de Clipperton y sigue poseyéndolo, sin que en estos hechos puede haber cuestión alguna.

---

DOCUMENTO NUM. 25.

Legación de Francia á México.

Mexico, le 18 Février 1909.

Monsieur le Ministre:

J'ai l'honneur de soumettre a Votre Excellence le texte de la Convention d'arbitrage au sujet de l'ile Clipperton, don les ter-

mes ont été arrêtés d'accord avec Monsieur le Sous Secrétaire d'Etat aux Relations Exterieures. Sur les instances de mon Gouvernement je serais très reconnaissant á Votre Excellence de vouloir bien me fixer le plus promptement possible, sur le jour ou il serait possible de procéder á la signature de ce document.

Je prie Votre Excellence de vouloir bien agréer la nouvelle assurance de ma très haute considération —GREIGUEIL.— A son Excellence Monsieur Mariscal Ministre des Relations Exterieures.

---

TRADUCCION.

Legación de Francia.

México, 18 de Febrero de 1909.

Señor Ministro:

Tengo la honra de presentar á Vuestra Excelencia el texto, de la Convención arbitral, relativa á la Isla Clipperton, el cual ha sido redactado de acuerdo con el Señor Subsecretario de la Secretaría de Relaciones Exteriores. Instado por mi Gobierno me veo obligado á suplicar á Vuestra Excelencia, se sirva señalarme, lo más pronto que le sea posible, el día en que deba procederse á firmar el documento.

Reitero á Vuestra Excelencia, las seguridades de mi más alta consideración.—GREIGUEIL.— A Su Excelencia el Señor Mariscal, Ministro de Relaciones Exteriores.

---

## DOCUMENTO NUM. 26.

Porfirio Díaz, Presidente de los Estados Unidos Mexicanos, á todos los que las presentes vieren, sabed: Que existiendo un estado de desacuerdo entre los Gobiernos de la República Mexicana y de la República Francesa, con motivo de la soberanía de la Isla Clipperton y conviniendo á las buenas relaciones de amistad que existen entre los dos países, así como á los deseos que recíprocamente abrigan para llegar, por medio del arbitraje, al arreglo definitivo del litigio pendiente y con motivo de la proposición hecha por el Gobierno de Francia, he venido en comisionar y por las presentes comisiono al Señor Licenciado Don Ignacio Mariscal, Secretario de Estado y del Despacho de Relaciones Exteriores, como Plenipotenciario especial, para que en unión del Señor Conde de Greigneil, Encargado de Negocios ad interim de Francia en México, ajuste en esta Ciudad un Compromiso de Arbitraje sobre la dicha cuestión de la Isla Clipperton.

En fe de lo cual he hecho expedir las presentes firmadas de mi mano y autorizadas con el Gran Sello de la Nación, en la ciudad de México, á los veintiséis días del mes de Febrero de mil novecientos nueve.—PORFIRIO DIAZ.—Rúbrica.—El Subsecretario de Estado y del Despacho de Relaciones Exteriores, FEDERICO GAMBOA.—Rúbrica.

## DOCUMENTO NUM. 27.

El Gobierno de la República Mexicana y el Gobierno de la República Francesa.

Considerando que existe entre ellos un desacuerdo con motivo de la soberanía sobre la isla de Clipperton y que á las rela-

ciones de amistad que existen entre los dos países, así como á su recíproco deseo conviene llegar á una solución definitiva para poner término al litigio por medio del arbitraje; á propuesta de Francia, han resuelto celebrar una Convención para este efecto y han nombrado por sus Plenipotenciarios:

El Presidente de la República Mexicana, al Señor Licenciado Don Ignacio Mariscal, Secretario de Estado y del Despacho de Relaciones Exteriores, y

El Presidente de la República Francesa al Señor Conde de Greigneil, Encargado de Negocios ad interim de Francia en México:

Quienes, después de haberse mostrado sus plenos poderes, y hallándolos en buena y debida forma, han convenido en los artículos siguientes:

## ARTICULO I.

La cuestión que existe entre las Altas Partes Contratantes con motivo de la soberanía sobre la isla de Clipperton será resuelta por medio del arbitraje.

## ARTICULO II.

A propuesta del Gobierno Mexicano, aceptada por el Gobierno Francés, los dos Gobiernos se dirigirán á Su Majestad Víctor Manuel III, Rey de Italia, y le suplicarán que se sirva aceptar el cargo de árbitro para dar fin al litigio que existe entre dichos Gobiernos con motivo de la soberanía sobre la isla de Clipperton.

## ARTICULO III.

Los dos Gobiernos se comprometen á observar fielmente el laudo arbitral que sea dictado en virtud de la presente Convención.

## ARTICULO IV.

La presente Convención será ratificada y las ratificaciones se canjearán, lo más pronto posible, en la Ciudad de México.

En fe de lo cual, los Plenipotenciarios respectivos han fir-

mado la presente Convención, en dos originales y le han puesto sus sellos.

Hecha en la ciudad de México el día dos de marzo de mil novecientos nueve. — Sellos de lacre. — IGNACIO MARISCAL. — GREIGUEIL. — (Rúbricas).

---

DOCUMENTO NUM. 28.

Secretaría de Relaciones Exteriores.

México, 11 de marzo de 1909.

Señor Ministro:

El día 2 de los corrientes se firmó un compromiso de arbitraje entre la República Mexicana y la República Francesa, representadas respectivamente por mí y por el Señor Conde de Greigueil, para someter á su Majestad el Rey de Italia las diferencias respecto á soberanía sobre la isla de Clipperton. De este compromiso tiene conocimiento Vuestra Excelencia, en forma particular. El Gobierno de la República se propone hacer llegar á manos de Su Majestad el Rey, un expediente debidamente documentado, por conducto de su Legación en Roma. Lo que tengo la honra de comunicar á Vuestra Excelencia, para su conocimiento.

Reitero á Vuestra Excelencia mi muy distinguida consideración. — IGNACIO MARISCAL. — Rúbrica. — A Su Excelencia el Conde C. Ranuzzi Segni, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de Italia. — Presente.

---

DOCUMENTO NUM. 29.

Señor Secretario:

No obstante los argumentos expuestos por la Sección de Límites de esta Secretaría en su informe de 14 de mayo de 1898 para demostrar que la Isla Clipperton es la misma conocida por los marinos españoles con los nombres de la Pasión, ó de los Médanos, he creído conveniente ampliar dichos informes con nuevos datos que corroboran las razones antes aducidas, siendo tres de ellas las principales: 1ª Concordancia aproximada de las coordenadas geográficas de la isla, con las denominaciones expresadas, de acuerdo con las que señalan las diversas cartas consultadas, antiguas y modernas, siendo de advertir que las diferencias encontradas en dichas coordenadas, particularmente las que se refieren á la longitud, son de poca importancia para el único propósito de identificar la referida isla; 2ª La explícita observación del piloto de la Armada Española, Don José Camacho; y 3ª La que se refiere al examen de la Carta del Antiguo Consulado de México que existe original en la Sociedad de Geografía y Estadística.

Para dar mayor fuerza á la primera de las razones expuestas, hago constar á continuación las coordenadas recogidas, correspondientes al repetido lugar, ya con el nombre de la Pasión, ya con el de Clipperton, y ya, por último, con el de Médanos, advirtiendo que para facilitar la comparación por lo que atañe á las longitudes he convertido las que á diversos meridianos se refieren, al de París.